

N° 120 - OCTOBRE 1973

CHILI

LES LEÇONS
A TIRER DE
L'AGRESSION
FASCISTE

(VOIR NOTRE ÉDITO)

LE PEUPLE 1^F BRETON UDBN

JOURNAL DE L'UNION DÉMOCRATIQUE BRETONNE

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

LA BRETAGNE DES TRAVAILLEURS

OU



LA REGION DES NOTABLES ?



COOPA-SUD ou
les difficultés de
la coopération

(Notre enquête p. 4)

●
LOIRE-ATLANTIQUE
EN BRETAGNE

(Notre étude économique
p. 7 et 10)

LISEZ NOTRE BILAN DE LA PSEUDO-REGIONALISATION (P. 8 et 9)

COOPA-SUD :

LA COOPERATION IMPOSSIBLE ?

Des ouvriers sud se mettent en grève pour soutenir leur directeur Accusé — Des paysans qui se rassemblent pour remettre l'usine au travail... — Des dirigeants qui font propositions pour les patrons de contrôler la grève à COOPA-SUD jusqu'au départ comme le monnaie à l'étranger !

En fait, après le Jost Français, Big Dutchman, les Kallins de Plouzané, Orlay, la grève à Coopa-Sud s'inscrit dans la liste déjà longue des crises ouvrières qui ont mené la classe ouvrière de Bretagne depuis deux ans. Alors qu'au Jost Français ou à Big Dutchman la surexploitation des travailleurs levait chez eux le problème à travers le conflit — confirmant les analyses de l'U.D.B. — à Coopa-Sud c'est toute la situation des salariés du secteur agricole qui est discutée et présentée au devant de la scène. C'est aussi l'ambiguïté des coopératives agricoles dans la concurrence capitaliste et la manipulation des exploitants agricoles, trompés sur leurs véritables intérêts, à long terme et ultimes, comme leurreux de grève.

LA CRISE...

Coopa-Sud à Elliant, est l'une des 18 usines du groupe coopératif Unicoop. C'est une usine spécialisée dans la déshydratation de l'herbe et le traitement du maïs.

Une protestation, elle emploie relativement peu de personnel, mais est soumise à un fonctionnement par équipes à certaines périodes, le travail effluve et les heures supplémentaires nombreuses sont la règle, à l'heure du chômage technique sans salaire fait son apparition.

Un homme à sa tête, symbolise le conflit. Jean Gourley. Pris entre deux feux : administrateurs et ouvriers, il se trouve à la tête d'une usine peu adaptée et insuffisante sans aucun autre agriculteur adhérent et chef d'atelier. L'organisation du travail est alors difficile, voire impossible, pas de planning des récoltes, pas de formation des adhérents.

Derrière une direction composée J.F. Kéroac, président, R. Bleuzen, vice-président, et Mme Ferron, directrice, qui se borne à exiger un rendement maximum sans se soucier des conditions matérielles. Jean Gourley joue les hommes à tout faire. Le manque de personnel le contraint par exemple à conduire lui-même les camions de l'entreprise, lors du constat qui lui furent livrés sans roue de secours.

L'attitude de certains adhérents ne contribue pas à clarifier les responsabilités. Causés à raison de 1 000 F par hectare, ils se comportent en patrons vis-à-vis des salariés.

En juillet, la situation devient tendue, les ouvriers demandent la reconnaissance des heures supplémentaires, parlent conditions de travail et convention collective. Jean Gourley soutient leur point de vue.

C'est en fait trop pour la direction. Refusant d'assumer ses propres responsabilités et de déclarer sa propre incompetence, elle trouve un bouc émissaire. Jean Gourley est puré et simplement licencié !

Aussitôt c'est la grève, les ouvriers déposent un cahier de revendications, manifestent rassemblant plusieurs centaines de personnes à l'appel de la C.G.F.O.T. Le C.D.J.A. appelle à la création de comités de soutien. Des fabriqués, des spectacles ont lieu pour aider les grévistes, à Elliant et à La Martyre en particulier.



Jean Gourley en compagnie de membres de la C.F.O.T.

LA GRÈVE A COOPA-SUD CONCERNE TOUS LES TRAVAILLEURS BRETONS

Union Démocratique Bretonne

BP 104 - 9373 BREST - 29000

L'affiche que les sections U.D.B. de Bretagne et de Plouzané se sont fait diffuser à l'occasion du conflit.

Survient une secousse sociale qui impose de choisir son camp et l'on se réveille d'un seul coup notables et patrons, parlons de la pire espèce.

J.F. Kéroac, président de Coopa-Sud, président d'Unicoop (il a démissionné de ce dernier poste à la suite de la grève de 24 heures des salariés), et d'autres administrateurs de Coopa-Sud n'ont même pas utilisé leurs privilèges cumulés de postes dans les conseils d'administration (la aussi, le vertige du pouvoir est présent), certains «notables agricoles» ont arrêté à se comporter en P.D.G., se substituant aux membres de la coopérative, qui, finalement, n'ont que très peu, sinon pas, de pouvoir.

La coopération ne peut être rénovée, en système capitaliste ! Et de fait, seuls ceux des paysans qui ne sont pas hostiles au socialisme ont eu une attitude logique à long terme, les intérêts des travailleurs, qui soient agriculteurs ou ouvriers, convergent.

Après que les questions des heures supplémentaires, des conditions de travail, qui étaient au départ de la grève, sont devenues difficiles à saisir par l'agriculteur peu habitué à compter ses heures de travail et à en estimer le prix de revient.

Après également l'habileté d'un certain nombre de notables bien nantis à dresser les uns contre les autres des travailleurs qui sont surtout victimes de la même exploitation. Les accusations de «politisation» sont cette fois encore ressassées, malgré les leçons de la grève du lait ou Continil, qui ridiculisaient après avoir traité les agriculteurs bretons de manes. On voit aussi à accuser les jeunes agriculteurs d'avoir un «complot négatif», de «vouloir démolir les coopératives» !

En fait de démolition, on a plutôt assisté à celle d'un certain nombre de mythes. Les travailleurs de Coopa-Sud ont, à ce titre même une lutte qui a largement débordé leur propre situation. Leur combat est important pour tous les travailleurs bretons.

LES PAYSANS DIVISÉS...

Qui a soutenu les travailleurs de Coopa-Sud ?

Essentiellement les autres salariés du secteur agricole, la C.F.O.T., la C.C.T., les partis de gauche. Chez les agriculteurs, seuls les «paysans travailleurs» et le C.D.J.A. ont nettement pris parti pour les revendications des salariés. La F.D.S.E.A. du Finistère, ou Le Meur vient de remplacer. Desplacé, a été tué, se rangeant ainsi du côté des agriculteurs patrons, et la situation a été à ce point confuse qu'on a vu certains jour un responsable du MOUPEF venir travailler à l'usine en grève !

Alors ? Les intérêts des paysans seraient-ils si opposés à ceux des salariés du secteur agricole ? La solidarité paysanne ouvrière ne saurait elle jouer comme elle l'a fait au «Jost Français», que lorsque les problèmes agricoles ne sont pas au premier plan ?

La réponse n'est pas si simple, et elle est à l'image de la double complexité théorique des adhérents des coopératives exploitantes et exploitées.

Exploités : ils emploient (et emploient) de plus en plus des salariés. Exploités : la coopérative est pour eux un outil indispensable de travail, tout ou à part d'une usine de déshydratation comme à Coopa-Sud. Pris dans l'engrenage de l'intégration, ils sont obligés de produire, sinon c'est la remise en cause de leur métier. La grève des salariés de la coopérative est donc un obstacle à leur propre travail, obstacle qu'il leur faut surmonter en s'opposant au droit de grève des travailleurs qu'ils emploient.

J.G.

Enquête des sections U.D.B. de Quimper-Coussieux et de Plouzané-Saint-Renan.

Soutien financier : versement à Roger Gourleff, UL C.F.D.T. 2900 Quimper.

PEINTURE - VITRERIE
PAPIERS PEINTS
Décor - Revêtements
HENRI LE LANN
13, rue Saint-Euphrasy
BREST - Tél. 45.11.38
Moquettes et Plastiques



Pourquoi une crise monétaire internationale

Depuis plus de trois ans, le système monétaire international est en crise. «La livre-staël est malade», «L'or d'Amérique» — le mark flote — tirent épidémiquement les questions. Mais au-delà de ces constatations, il est très difficile de faire le point. Or, désormais, nous allons essayer de faire aisément l'histoire de cette crise qui secoue l'Occident en simplifiant les explications pour ne s'arrêter qu'à l'essentiel.

BRETTON-WOODS

Le système monétaire actuel date de la fin de la dernière guerre et matérialise l'impérialisme d'un pays seul sorti victorieux et sans dommage de cette crise. Les Européens avaient toute leur économie à reconstruire.

Les Etats-Unis imposent alors à l'Europe, comme à l'ensemble du «monde occidental», un système monétaire très défavorable à celui-ci. Ce sont les accords de Bretton-Woods.

Selon ces accords, aucune monnaie n'est convertible en or à l'exception du dollar qui devient ainsi la seule monnaie de réserve à laquelle toutes les autres se trouvent liées. En outre, en cas de déficit sérieux de la balance des paiements d'un pays (c'est-à-dire, quand le montant de ses achats à l'étranger est vraiment trop supérieur à celui de ses ventes) celui-ci devra nécessairement pratiquer une dévaluation de sa monnaie, ramenant ainsi l'équilibre entre la masse monétaire (tout

l'argent en circulation) et la production du pays.

Tous les pays occidentaux étaient tenus de suivre ces règles sauf un, les Etats-Unis. Il fut ainsi possible aux Américains de créer de nouvelles valeurs monétaires sans contrepartie et de les créditer au compte des pays étrangers sous forme de prêts, d'aides, etc. Sommairement, on peut dire qu'ils laissent marcher la planche à billets pour commercer avec l'étranger.

DES MARCHANDAGES

Nous en sommes toujours là, même si deux dévaluations du dollar ont eu lieu et des accords techniques ont été passés pour juguler quelque excès de livres trop importantes, ou éviter des dérapages meurtriers. En fait, la convention de Bretton-Woods est bel et bien morte et maintient chaque pays capitaliste sa place au mieux pour défendre les intérêts de sa bourgeoisie sans négociations qui s'ouvrent l'an prochain sur la réforme du système monétaire international.

Qui dit négociations dit concessions, et celles-ci devront se faire (les U.S.A. ont déjà annoncé la couleur) sur le dos des travailleurs européens, plus particulièrement des agriculteurs. L'affaire du soja dont on connaît les conséquences pour la Bretagne n'est qu'un avertissement américain avant le «Nixon-rand» (négociations commerciales qui précéderont les pourparlers monétaires).

Quant au gouvernement français, il marchandera quelque peu sa nouvelle soumission aux intérêts américains, mais gagnons que son principal souci sera d'éviter à tout prix de mettre en défaut un capitalisme international déjà bien malade. Même si cela se fait sur le dos des travailleurs.

Peu à peu, la confiance des banques centrales européennes et japonaises dans la monnaie américaine diminue et elles demandent (discrètement) de changer leurs dollars en or ce qui doit entraîner une dangereuse diminution des réserves des U.S.A. Pourtant à l'infini, cette démarche conduit à la faillite de l'économie américaine, le célèbre Fort Knox ne contenant pas suffisamment d'or pour rembourser tous les billets U.S. en circulation.

Les Etats-Unis décident donc de supprimer la convertibilité en or de leur monnaie. Le dollar perdant ainsi sa qualité de monnaie de réserve et devenant (théoriquement) une monnaie de même nature que le franc, le mark ou la livre. Toutes ces monnaies se

font sur le dos des travailleurs.

AU PANIER FLEURI
CAFÉ RESTAURANT MEUBLES
5, rue du Conquet
BREST

BREIZH KABIGS
MAISON Y. LE MEUR
247, rue J.-Jaurs - BREST
18, rue de la Porte - BREST
PRIX - QUALITE - CHOIX
Tél. 44-75-08

CIA
UN COMMUNIQUÉ DE L'U.O.B.
«Rue de la République» le 10 septembre 1973, le comité directeur de l'Union Ouvrière Bretonne adresse au syndicat agricole le plus important de l'industrie agricole de l'ouest breton, les agriculteurs bretons et des familles bretonnes.

Le capitalisme international poursuit ses crimes en Coopération internationale et en l'impérialisme international. Les dévaluations économiques ont été menées par l'Amérique, par l'Europe, par le Japon, par l'Arabie et la Chine. Les dévaluations ont été menées par l'Amérique, par l'Europe, par le Japon, par l'Arabie et la Chine. Les dévaluations ont été menées par l'Amérique, par l'Europe, par le Japon, par l'Arabie et la Chine.

Syndicalisme

Le patronat et la C.F.T. prêts pour un mauvais coup

Les capitalistes ne reculent jamais devant un mauvais coup. Ainsi quand il s'agit de connaître les conditions ouvrières représentatives des travailleurs, les membres du patronat, tentent au breton, où ils ont à craindre de toutes parts des organisations des salariés à entraver par tous les moyens la violence, le chantage et l'intimidation étant les plus fréquemment utilisés, l'exercice des libertés syndicales.

Un premier rang de ces organisations la C.F.T. «Confédération Française du Travail» de M. Stouck.

Il semblait qu'en Bretagne la dévaluation des lettres revendicatrices enlève le patronat à renforcer les marges d'exploitation de la C.F.T. mais derrière la création de la Fédération d'une Union Interprofessionnelle C.F.T. Il est vrai que cette union est essentiellement sur le papier et son rôle sera jugé quelques années, en particulier la dévaluation, pour d'évaluer, nous en sommes certains, la création d'une section centrale.

Le 15 septembre on pouvait lire dans «Ouest-France» que les Unions Départementales C.F.T. d'Ille et Vilaine, de l'Orne, du Nord, du Morbihan, et du Finistère, ont décidé de constituer une union régionale. Le but de la manœuvre entreprise par la C.F.T. apparaît alors clairement, la prise en compte de la classe ouvrière, en Bretagne comme ailleurs, ne saurait être menée qu'en liaison ou en vue du Conseil Economique Régional.

Voilà donc par cette démarche de la C.F.T. à obtenir la benédiction des représentants du patronat et de l'Etat capitaliste centralisateur. Ceci n'est bien sûr l'indication d'un pas de la C.F.T. sur le terrain de l'Etat, sur les bancs des Comités Economiques de certaines régions de l'Hexagone.

Il n'est en Bretagne d'un autre avis.

C'est donc ce la réforme régionale de l'Etat.

Un Conseil économique est sur 77 sièges le gouvernement du Capital en liaison avec le C.F.T. et la C.F.D.T. Et dans lequel la C.F.T. à l'outrecuidance de vouloir une participation syndicale représentative surant leur réponse.

A.O.

CIA
UN COMMUNIQUÉ DE L'U.O.B.
«Rue de la République» le 10 septembre 1973, le comité directeur de l'Union Ouvrière Bretonne adresse au syndicat agricole le plus important de l'industrie agricole de l'ouest breton, les agriculteurs bretons et des familles bretonnes.

Le capitalisme international poursuit ses crimes en Coopération internationale et en l'impérialisme international. Les dévaluations économiques ont été menées par l'Amérique, par l'Europe, par le Japon, par l'Arabie et la Chine. Les dévaluations ont été menées par l'Amérique, par l'Europe, par le Japon, par l'Arabie et la Chine.

LES RESULTATS

LES RESULTATS EN BRETAGNE

Hieroclement il y a quelques années et pas le 1^{er} tour, même si c'est un peu de la fin de l'ère des notables, des consultations confirment l'élection législative précédente: globalement, la Gauche progresse toujours, pratiquement dans tous les cantons. La Droite présentait souvent un candidat contre plusieurs de gauche, cette progression n'apparaît généralement pas dans le nombre d'élus au premier tour, un siège brillamment conquis par le socialiste Joselin sur un ancien plézien dans les Côtes-du-Nord, et en Loire-Atlantique, l'élection de deux candidats de gauche à Verdades et Guémené-Penfao. En fait, les changements ont été plus profonds. Grâce à la création de nouveaux cantons urbains, les populations ouvrières mieux représentées, jointes aux employés et à une partie des classes moyennes, ont pu mieux se faire entendre. Aussi la Gauche se trouve-t-elle en position favorable pour l'emporter au second tour dans la plupart des grandes villes bretonnes, notamment à Rennes (5, 6, 8, 9), Lorient (2, 5, 6), Nantes (5, 6, 8, 9), Lorient (2, 5, 6), Nantes (5, 6, 8, 9), Lorient (2, 5, 6). Nantes (5, 6, 8, 9), Lorient (2, 5, 6). Nantes (5, 6, 8, 9), Lorient (2, 5, 6). Nantes (5, 6, 8, 9), Lorient (2, 5, 6).

LES CAMOUFLAGES DE LA DROITE

Abandonnés nombreux élections confortables de multiples notables conservateurs, prédominance de modérés sans étiquette politique précise, choix guidés par des considérations essentiellement locales: ainsi nous commentons. Cette élection de septembre 1973 n'a pas fait à la règle. C'est que la Droite a pu avoir à tous les moments d'information nous son contrôle visuel à tout prix éviter que les élections cantonales ne permettent aux mécontents multiples dans l'hexagone et en particulier en Bretagne, de s'exprimer de façon politique. Au niveau des cantons, le scandale d'une politique populiste au service des régions et des catégories sociales riches apparaît concrètement. Comment éviter la prise de conscience des autres, l'élection massive de conseillers généraux de l'opposition de gauche? Le gouvernement Messmer nous l'a montré clairement: avant le scrutin, il a permis d'élections purement administratives, donc locales et secondaires; il donne une publicité minimum à l'événement, le ministre de l'intérieur de M. Mucelin évite sa grande mise en scène de la proclamation solennelle, progressive et partielle des résultats. Quant à l'U.D.R., elle se dissimule par les centres - particulièrement en Bretagne - sous des étiquettes variables, du type « action locale », « défense des intérêts cantonaux » ou « union des Démocrates ». Ainsi, dans les Côtes-du-Nord, 1 candidat sur 72 seulement ose avouer son appartenance à l'U.D.R. Rondes secondaires, confidentielles et ultra-personnelles, les élections cantonales doivent remplir la mission que leur assigne la Droite: fournir des notables qui rendent service et ne s'opposent pas au pouvoir central, en particulier au Préfet.

LA DISCOTHEQUE



J.C. PROUST

LE PLUS GRAND CHOIX DE DISQUES ET CASSETTES

6, rue Assemblée Nationale
LORIENT - tél. 21.23.23


QUOI DE NEUF A GAUCHE ?

Hormis le PSU, essouffé par un effort électoral mal récompensé en mars dernier, les partis de gauche en Bretagne ont vu leur audience s'accroître au cours de ce scrutin. Premier gagnant, le PS a profité largement, surtout dans les villes, d'un prestige tout neuf de personnalités venues d'autres parts, d'une bonne implantation en employes, il profite au maximum de sa situation un peu ambiguë pour recueillir des voix à gauche et au centre et pour rallier aussi les électeurs socialistes de vote efficace ou effrayés par la campagne anti-communiste. Il progresse surtout dans les grandes villes et apparaît dans des secteurs ruraux où il ne présentait pas de candidat supérior. Quant au PCF, il se maintient ou se renforce, sauf quand son rival socialiste bénéficie d'une forte position personnelle.

ET L'U.D.B. ?


Avec cette rivalité à gauche et le désir de battre la Droite à tout prix, la position de l'U.D.B. était difficile puisque le vote UDB pouvait apparaître symbolique. Les résultats prouvent pourtant qu'un nombre croissant d'électeurs en ville et à la campagne, en Haute et Basse Bretagne, voient l'intérêt d'un vote à la fois breton et socialiste.

Sans qu'il soit possible de comparer exactement avec des scrutins antérieurs de nature différente, en notant aussi que cette fois, SAV était absent de nos cantons, on peut observer que l'éventail des résultats était, en mars, compris entre 0,8 et 3,2 %. Cette fois, il va de 2,7 % à 6,7 % et 3 candidats dépassent les 5 %. Les résultats les plus intéressants sont obtenus à Brest, où notre parti bénéficie d'une présence longue et active, et à Lorient, où l'U.D.B. a dénoncé la première l'émigration de jeunes travailleurs orientés vers l'Allemagne. S. Pol-de-Leon ne trouve à la périphérie de l'aire d'action de la section de Morlaix. A Plestin, l'action de l'U.D.B. a pratiquement commencé avec la présente campagne électorale et les résultats de notre parti, dans cette section jusque dans la campagne, ont à comparer avec ceux du candidat PSU obtiennent en mars dernier (2,9 %). Là aussi, notre candidat a pâti du effet personnel d'un 2^e tour, mais ce résultat, véritable match peu politique qui a déplaqué 85 % des électeurs vers les urnes!




Joël GUEGAN

6,7 %



René LHOSTIS

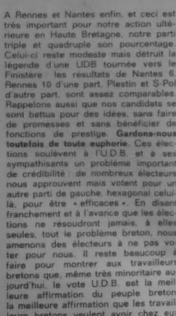
6,2 %



Paul LE BRAS

5,9 %

Trois de nos candidats ont dépassés les 5 % des voix



La Bretagne (dont la Loire-Atlantique) qui population beaucoup plus dense que celle de l'U.D.B. (Source: recensement de 1968)

Dans les conseils généraux et à l'assemblée élue régionale, celui-ci figure une fois de plus qu'une majorité de notables catholiques qui se rallieront sans révélation au lieu de les amplifier. Mais la minorité de gauche qui se renforce de l'élection. Elle pourra au moins dénoncer avec force cette caricature de démocratie.

J. M.

LA LOIRE-ATLANTIQUE EST BRETONNE

(Suite de notre étude - Voir le Peuple Breton n° 119)

A - LA POPULATION

La forte pression démographique jointe à la diffusion des moyens de communications a entraîné en Loire-Atlantique comme dans le reste de la Bretagne, le renouveau de la population et d'importance. Les relations sont demeurées intenses entre la capitale bretonne et le reste du pays. De nombreux ouvriers bretons sont venus dans la Péninsule pour travailler dans les usines de la région de Lorient; nous avons dit, notamment de l'armement de nos usines. Aujourd'hui on peut même dire que ces liens se sont assouplis. Ainsi, hormis les Mayes et la Vendée, qui ont toujours été de forts contingents d'immigrants à la Loire-Atlantique (près de 8 % des électeurs nantais), les migrants du Val de Loire, surtout en ce qui concerne les départements bretons, ont une attitude plus conciliante lors du scrutin. Par contre, les migrants de la région de Lorient, qui ont été présentés par 14 % de la population, et ceux de la région de Nantes, qui ont été présentés par 10 %, ont une attitude plus hostile. En effet, dans le 1^{er} tour de scrutin, les migrants de l'Observatoire économique régional de Nantes, au 80 000 nouveaux Nantais en 1962 et 1968, en dépit de 20 000 Bretons dont 10 000 de Loire-Atlantique, 5 400 Vendéens, 3 800 Angevins, 8 800 nantais, 4 500 Bretons et d'autres.

Par ailleurs, une caractéristique démographique se manifeste et s'explique avec nous de référence près des « centres » du département.

par une signalisation touristique émanant des 51 locaux aménagés aux automobiles qu'on en Bretagne, notamment à Clisson, à Machouart, au Fresne-sur-Loire, à Ancenis, entraînant les propos des habitants de ces communes « Bretons » et qui ont été Bretons, par exemple, Prusse Océan, du 24-72 pour le pont Jean Théron et un site Breton. En ce qui concerne le 1^{er} tour de scrutin, on s'avance vers l'intérieur en direction du Morbihan, l'émigration devient celle que l'on connaît à l'échelle de la Loire-Atlantique (près de 8 % des électeurs nantais), les migrants du Val de Loire, surtout en ce qui concerne les départements bretons, ont une attitude plus conciliante lors du scrutin. Par contre, les migrants de la région de Lorient, qui ont été présentés par 14 % de la population, et ceux de la région de Nantes, qui ont été présentés par 10 %, ont une attitude plus hostile. En effet, dans le 1^{er} tour de scrutin, les migrants de l'Observatoire économique régional de Nantes, au 80 000 nouveaux Nantais en 1962 et 1968, en dépit de 20 000 Bretons dont 10 000 de Loire-Atlantique, 5 400 Vendéens, 3 800 Angevins, 8 800 nantais, 4 500 Bretons et d'autres.

Le milieu rural en ce qui concerne le reste du Val de Loire. Ce qui est d'importance de son apport.

La Bretagne, Loire-Atlantique comprise, constitue l'une des régions les plus densément peuplées de France (densité voisine de 99 en 1968) avec 232 000 habitants sur place, ce qui lui donne le 4^e rang sur 22 en France par rapport aux autres régions de programme (et le 6^e par la superficie). La Loire-Atlantique et la Vendée sont à la fois les deux pôles maritimes les plus développés de la façade atlantique bretonne, et les deux départements les plus peuplés avec leur densité de 125 et 113. Comme le reste de la Bretagne, la Loire-Atlantique avait encore en 1968 un pourcentage de jeunes (0-18 ans) nettement supérieur à la moyenne française: 20,1 % contre 17,5 % en France. Cette situation est le résultat de la faiblesse du courant d'immigration.

Bretagne sans Nantes : 32,9 % de moins de 20 ans ; Bretagne avec la Loire-Atlantique : 39,2 % de moins de 20 ans ; Moyenne française : 32,2 % de moins de 20 ans.

Enfin, le dynamisme menacé de l'économie nantaise fait que cette métropole n'est pas la grande cité cosmopolite de déracinés qui sont Lorient, Lille, ou Marseille. 78 % de la population de l'agglomération est bretonne ou vendéenne au sens large. Si cette agglomération est peuplée inversement dans le milieu de la bourgeoisie dominante, cela a hypothéqué en fait l'appartenance bretonne de la Loire-Atlantique, mais confirme plutôt la situation coloniale propre à l'ensemble de la Bretagne, qui de plus en plus les fonctions dominantes échappent à la bourgeoisie

seuls de l'Ouest à donner la seconde position à Muret et non à Lorient au 1^{er} tour de scrutin présidentielle de 1965. De même, en 1972, la Loire-Atlantique domine avec les 4 autres départements bretons plus de 20 % au 1^{er} tour à l'Europe septentrionale de Pompidou, alors que la France septentrionale d'après-guerre est peuplée de 1965, 1967 et 1972.

Le fait qu'on se rende compte que les départements bretons, à l'exception de la Loire-Atlantique, ont une situation scolaire moins bonne que celle de la France septentrionale, mais constante, au fur et à mesure du recul des classes, des classes et de la classe moyenne, est un fait qui ne peut être ignoré. L'appartenance culturelle à la Bretagne a toujours été affirmée d'une façon incontestable, mais constante, au fur et à mesure du recul des classes, des classes et de la classe moyenne, est un fait qui ne peut être ignoré.

La population de Loire-Atlantique participe aussi très nettement à la culture bretonne, et non à la culture vendéenne qui en est très différente. En effet, dans la Loire-Atlantique comme dans le reste de la Bretagne, la force d'opposition à la Droite classique est la Gauche et non le Centre. Les 5 départements ont été les

SUITE PAGE 10

C'est pas en Bretagne ça !



quillier

iroise-décor

PEINTURE

20, rue Inkermann - BREST

(1) Chiffres du recensement global de 1968.

(2) Quelques calculs intéressants dans le 1^{er} tour de scrutin de l'Assemblée Bretonne en Loire-Atlantique à Y. Pouchou (Editions Kailash 1972).

(3) Bulletin Régional de statistique I.N.S.E.R. Sect. 1964.

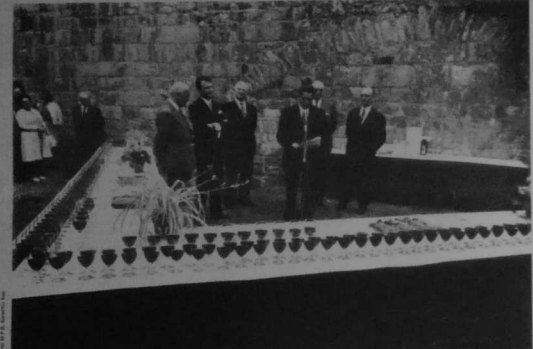
Esquisses, mystifications, les régions devenues d'application relative à la mise en place des conseils de région (1) sont venues confirmer les appréhensions que nous avons portées il y a quelques temps sur la réforme régionale de Pompidou (voir notre journal, numéros 85-87-108).

DES ASSEMBLÉES DE PATRONS ET DE NOTABLES...

Enquêtes flageolées plutôt dans le conseil économique et social de Bretagne les organisations syndicales de salariés n'ont que 13 sièges sur 77 ce qui est sans commune mesure avec leur rôle dans la vie régionale. Par contre le patronat sera fortement représenté par diverses organisations patronales (industriels, artisans, fabriciens, pêche, métallurgie, etc.) par le C.I.P.T. par ses Chambres de commerce et d'industrie. Au total une vingtaine de sièges sans compter ceux réservés aux notables des Chambres de métiers d'agriculture, etc.

Relatives aussi qu'à une organisation culturelle bretonne n'est représentée dans ce Conseil alors que l'un des rôles des assemblées régionales serait de favoriser le développement de la culture bretonne dans tous les domaines, enseignement, radio, télévision.

Mystification aussi dans la désignation des membres du Conseil régional qui sous des apparences démocratiques (y déléguent la totalité des parlementaires bretons, 28 délégués des conseils généraux, 9 délégués des



Une Bretagne pour qui ? Pour les socialistes - Région des « cadres bretons » à Saint-Malo en 1972.



Et pour les socialistes - Région des « cadres bretons » à Nantes en 1973.

et sa population n'est pas inférieure à celle de beaucoup de régions européennes - ceux pour répondre à ceux que trahisse la « dimension européenne » des régions. Car de toutes façons pour nous, l'essentiel n'est pas de valoir par une logique cartésienne aussi simpliste qu'éloignée des réalités humaines, définir des régions de même dimension physique ou humaine (3) le problème est moins de « créer » des régions que de reconnaître celles qui existent déjà. La Bretagne est de ce côté-ci il ne lui manque que des institutions appropriées.

Le combat pour des institutions démocratiques bretonnes est à l'heure actuelle, l'une des options de notre parti. Mais il serait vain de prétendre que l'obtention de ces institutions suffira à rendre la Bretagne un lieu d'investissement et de libération coloniale, tant que subsistera le système capitalistique. Notre choix en faveur du socialisme est une option fondamentale; l'Union Démocratique Bretonne combat pour une Bretagne socialiste, pour la BRETAGNE DES TRAVAILLEURS.

J.J. Piron

(1) Conseil Régional et Conseil Economique et Social.
(2) La déconcentration n'est qu'un allègement du pouvoir central, celui-ci mettant en place de nouveaux relais de commandement comme les préfets tandis que la décentralisation est une mesure démocratique qui vise à instituer des échelons intermédiaires représentatifs et responsables devant le peuple.
(3) D'ailleurs en tout état de cause c'est aux intéressés eux-mêmes, qu'il appartient de se prononcer démocratiquement sur les limites de leur propre région.

LA "REGIONALISATION"
une région pour les notables ou une Bretagne pour les travailleurs ?

DISQUES ARFOLK

EDITIONS, PRODUCTIONS, DIFFUSION sont réalisées en Bretagne

Yves GWERNIG
JEGAT
YHUEL

Notre production s'adresse aux chanteurs et aux groupes représentatifs de la Bretagne d'aujourd'hui

- Disque du 30^e anniversaire de la B.A.S.
- Souterien DO.
- Souters Colouarn
- Kourten Sant Yann
- Ar Bleiz! ruz

ainsi que de nombreux enregistrements de Kan ha Diskan, de Bagadou, de sonneurs.

SORTIE PROCHAINE, 2 NOUVEAUTES :

- Veillée à Menez-Kamm
- Andree Le Goull

DISQUAIRES, PARTICULIERS, RENSEIGNEZ-VOUS A :

SOCIÉTÉ BRETONNE D'ENREGISTREMENT
14, Passage du Blavet... 56100 LORIENT..

conseils municipaux des grandes villes) est en fait profondément anti-démocratique. Parce qu'il n'y a aucune élection ce qui est grave, car il en résulte - qu'au niveau de la région - aucune responsabilité n'existe. Personne n'a à répondre devant les électeurs de décisions prises à l'échelle de la Bretagne et ceci est bien commode quand il s'agit de faire passer la décentralisation d'un pays, par exemple ou encore la levée d'impôts nouveaux.

AUX POUVOIRS LIMITES

Car le seul pouvoir du Conseil régional est de voter des impôts nouveaux, ce qui, compte tenu de la composition du Conseil de Bretagne est faire des « études » (qui sont mesurées dans les cabinets ministériels) il peut déléguer pour donner son avis, mais si cet avis n'est pas conforme aux vœux du pouvoir central parisien, celui-ci peut ne pas en tenir compte. Car « les délibérations (du conseil régional) contraignent, à un règlement, sont nulles ». Or les règlements peuvent avoir plusieurs sources : un préfet centralisé, un préfet régional, donc aussi purement arrêté préfectoral pourra limiter les pouvoirs du Conseil régional.

LA CENTRALISATION RENFORCÉE

En fait, tous les pouvoirs sont entre les mains du préfet de région, nommé par le pouvoir central, personnage qui n'est pas sans rappeler le gouverneur de province de l'Ancien Régime. Il convoque le Conseil régional; il instruit les affaires soumises au Conseil et

exécute ses délibérations, mais il peut ne pas tenir compte de son avis, il prépare et exécute le budget de la région; il engage les dépenses. De plus, il n'exerce pas d'administration régionale propre; l'administration de l'Etat est le support de la région - il y a une condition tout à fait déterminante à la réussite de la réforme: ce sont les agents de l'Etat qui préparent et exécutent les décisions de la région (déclaration de Lecat à l'Assemblée Nationale le 25 avril 72).

Et de fait le cadre départemental est réaffirmé et renforcé. Car, pour le pouvoir, le département est devenu en deux cents ans, à la fois une assise de notre démocratie et un échelon efficace de notre organisation territoriale. Ainsi se trouve concrétisée une conception d'un autre siècle, réassise inéluctable des centralisateurs nouveaux, découpage minutieux dont le nom donne toute illusion à l'existence de peuples distincts à l'intérieur de l'hexagone.

Car en fin de compte la région n'est pas reconnue. Le gouvernement de Pompidou a refusé de créer une nouvelle collectivité territoriale. La région reçoit le statut juridique d'un simple « établissement public », comparable en tous points à ceux des Centres hospitaliers, des I.O.T.F. et de l'Académie Française ou de la Légion d'honneur. Ces exemples ajoutent assez bien la nature de la prétendue réforme de Pompidou. La fonction de la région dans la politique gouvernementale est claire - elle permet à l'Etat de déconcentrer (2) les responsabilités en évitant de créer un écran supplémentaire « Par écran, il faut bien sûr comprendre « obstacle à la toute puissance de l'Etat ».

LA BRETAGNE AMPUTEE

Couronnement logique de cette pseudo-réforme le maintien de la séparation de la Loire-Atlantique de la Bretagne. Car il ne saurait être question pour le pouvoir de redonner à la Bretagne ses vraies dimensions historiques, économiques, culturelles, politiques (voir par ailleurs notre enquête sur la Loire-Atlantique). Le danger pour lui est trop grand - La région ne doit pas devenir une entité politique autonome au point de menacer l'unité même de la Nation - dernière cette déclaration de Jacques Chaban-Delmas à l'Assemblée Nationale (25 avril 1972): « on sent la crainte du pouvoir devant ces « régions » ou se réveille des peuples qui aspirent à plus de justice à plus de démocratie, des peuples qui sont en droit de réclamer au minimum une régionalisation véritable.

CE QUE PROPOSE L'U.D.B.

Notre parti a été l'un des premiers à proposer un véritable projet de régionalisation (voir en particulier notre numéro 85).

Rappelons tout d'abord que toute « réforme régionale » doit répondre à trois exigences:

- Nous devons exiger d'abord l'établissement d'institutions démocratiques régionales, comprenant:
 - d'une part une assemblée bretonne élue au suffrage universel, qui aurait principalement comme rôle de définir les options de la région, de fixer le plan régional et d'une manière générale de prendre toutes les décisions relevant de la compétence régionale. Pour que cette assemblée (qui, pour nous doit être une assemblée politique et pas seulement économique) soit réellement représentative et que la population se sente réellement concernée, il est indispensable qu'elle soit élue au suffrage universel direct, égal pour tous, à la représentation proportionnelle, seul mode de scrutin équitable parce que permettant une juste représentation des minorités, au scrutin de liste pour poliriser la vie régionale.
 - d'autre part, un conseil économique, social et culturel régional, où seraient représentées les diverses organisations socio-professionnelles (syndicats, mouvements familiaux et de jeunesse, organisations culturelles, universitaires, etc.) et qui serait chargé d'élaborer le Plan à soumettre à l'Assemblée régionale et de donner son avis sur toutes les mesures économiques, sociales et culturelles du ressort de la région. Dans ce conseil les représentants des travailleurs seront majoritaires, comme ils le sont dans le pays.
- Seconde exigence: la démocratie régionale n'a nul besoin des futures que sont les préfets de région et de département. Comme toute démocratie elle, par définition, majeure. C'est pourquoi nous demandons la suppression du préfet de région et son remplacement par un exécutif responsable devant l'Assemblée régionale, dont il sera l'émulsion directe.
- Enfin nous ne saurions accepter une réforme qui ne tiendrait pas compte de cette réalité fondamentale, l'existence d'un peuple breton avec ses problèmes et ses aspirations propres, non réduites à ceux d'une quelconque région française. En particulier, pour nous la Bretagne doit comprendre les cinq départements bretons (Côtes-du-Nord, Finistère, Ille et Vilaine, Loire-Atlantique, Morbihan), seule définition tenant compte à la fois des facteurs géographiques, économiques, culturels et historiques. Cette Bretagne-là est comparable par ses dimensions à la Belgique ou à la Hollande

M&G constructions ménéz & gonidec
4, rue P.-Brossolette - 29200 BREST - Tél. 44.84.43

Dans nos lotissements ou sur votre terrain

Nous occupons de toutes les démarches administratives

Toutes nos constructions sont faites en matériaux traditionnels

Plus de nombreux appartements de tous types sur Brest

CONSULTEZ-NOUS :
Monsieur demeurant à
Je possède un terrain à
Je cherche un terrain à

LA LOIRE-ATLANTIQUE EST BRETONNE

SUITE DE LA PAGE 7

B - L'ECONOMIE

1) Le rôle de l'influence économique de Nantes.

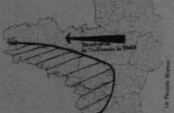
Malgré un réseau de communications qui vise systématiquement à lier la Loire-Atlantique au reste de la Bretagne, il est particulièrement impossible d'aller de Nantes à Rennes par train, la zone d'influence économique de Nantes englobe



En septembre 1973 à Nantes, Loire-Atlantique, le plan Breizh pour le rattachement de la Loire-Atlantique au reste de la Bretagne.

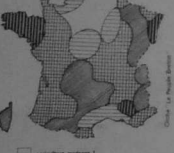
sons dépend donc bien de celui de la région nantaise et l'avenir de Nantes dépend bien de la situation économique globale de la Bretagne. Un développement du réseau de communications, une liaison accroutirait encore cette interdépendance.

2) L'agriculture de Loire-Atlantique est riche en produits, mais elle souffre, malgré des traits originaux, au type breton, comme le montre la carte de l'axe sans ressemblance croisée à partir d'une



Zone d'influence économique prédominante de Nantes aux dépens de la majeure partie de la Bretagne. Carte de l'axe économique de la Loire-Atlantique.

route la moitié sud de la Bretagne, autre que le département du nord de la Vendée et une partie de l'arrondissement de Cholet. Les 2/3 des travailleurs qui se trouvent dans l'aire économique nantaise sont donc des Bretons. Le dépôt U.D.R. et patron « décentralisé » breton (De Beauvais) déclare lui-même en public à Lorient que c'est de Nantes que dépendent la plupart des entreprises bretonnes pour leur approvisionnement en matériel lourd. Le président de l'Association nantaise des Directeurs commerciaux de Nantes annonce lui-même, en 1970, que 75 % des entreprises commerciales nantaises travaillent avec la Bretagne (Nantes-Rennes, étude à Nantes dans l'édition bretonne de 1968). La conclusion était la suivante : « On constate que les entreprises commerciales nantaises travaillent légèrement plus avec la Bretagne qu'avec leur propre région. Loire-Atlantique compte à l'heure actuelle la première opposition économique entre Nantes et le reste de la Bretagne ». Malgré la politique du pouvoir, c'est bien de complémentarité qu'il s'agit (voir carte). L'avenir de bien des travailleurs bre-



Zone d'influence économique prédominante de Nantes aux dépens de la majeure partie de la Bretagne. Carte de l'axe économique de la Loire-Atlantique.

étude d'agronomes français (Le Une France sans Paysans d'après Weil-erswein, coll. Sociétés). En Loire-Atlantique aussi, il y a une majorité de petits exploitants qui détiennent la majorité des surfaces. La face valeur direct est important. Comme dans les 4 autres départements bretons, moins de 3 % des exploitants ont plus de 50 hectares. Elle connaît les mêmes problèmes de l'élevage bovin et il n'a échappé à personne que la « guerre du lait » de 1968-1972 a concerné dès le départ les 5 départements bretons. Dynamiques, coopératives, et combatives, les syndicalistes ont (de 1973) pris la défense de la petite agriculture contre les grands créateurs et ont, les premiers, réclamé une véritable politique agricole sociale. Le fait qu'ils ont été soutenus par 3 des 4 autres départements bretons montre bien la spécificité des problèmes qu'ils soulèvent et leur liens avec l'ensemble du problème breton. En fait, la crise actuelle de l'agriculture de l'Ouest, due à l'industrialisation de certaines productions, a provoqué une crise majeure essentielle en priorité à ou les productions industrialisables sont les plus nombreuses, c'est-à-dire en Bretagne (J.B. Henry, « L'Agriculture de l'Ouest », Dec. 1969, conclusion).

Unes à productions annuelles comme l'Ouest, la Loire-Atlantique possède également les grandes caractéristiques agricoles de la Bretagne avec le problème des structures, la situation périphérique, la crise de l'industrie et l'accroissement des jeunes. Enfin la Loire-Atlantique joue un rôle-clé dans la liaison paysans-ouvriers en raison de la situation sociale critique dans les deux secteurs.



Production moyennement d'entreprises de Loire-Atlantique comparées avec les départements de la région de programme agricole. (Source D.O.F. de 1968).

Petites Annonces

Nous signalons que ces annonces sont gratuites pour tous nos abonnés et la recherche d'un travail. De même nos abonnés et employeurs, qui nous adressent des offres d'emploi en Bretagne nous ont bénéficié de la gratuité de l'insertion.

DEMANDES D'EMPLOI

- Homme 30 ans, expérience en agriculture et divers, cherche emploi dans le Finistère, Morbihan, ou, Côtes-du-Nord. Disponible à partir des 73. Etablir vos propositions. Ecrire : Jean-Marie Guenneguez, F.T.T. 30, rue de Brest - Rennes, T. 99 14 08.
- Cherche travail agricole occasionnel et journalier dans départements d'Armorique. Région de Dinard, Saint-Malo, Dinan, Saint-Brieuc. Ecrire : Robert Barois, Armateur occasionnel - 1, rue des Iris 44000 Mauzé-Saint-Martin.
- Neuf pour passer ayant C.A.P. cherchant emploi en Bretagne. Ecrire : Christophe, Le Clos 13, rue Julien La Plé 96300 Lorient.
- Homme 23 ans, spécialiste sur ordinateur, niveau haut, maîtrise très progressive pour monter travailler dans région de Vannes. Ecrire au journal N° 73.

iroise-décor
MOUQUETTE
20, rue Inghermann - BREST

LE CHEVAL BLANC
CAFÉ - JEUX - BAR
198, rue Anatole-France (Les Quatre-Moulines) - BREST

SPECIALISTE DU VÊTEMENT BRETON
DILHAD BREIZH
7, rue des Chapeliers - LANNION

KABIGS - DUFFLE COATS
CABANS - MANTEAUX
VESTES 3 - 4 - PULLS MARINS

LA MAISON DU KABIG
8, rue Pont Notre-Dame - MORLAIX
15, rue du Couédic - LORIENT

PRIX - QUALITÉ - CHOIX

La 2^e édition de notre brochure est parue

COMMANDEZ LA !

UNION DÉMOCRATIQUE BRETONNE

BRETAGNE = COLONIE

AVEC L'U.D.B. POUR QUE ÇA CESSE !

120 PAGES POUR 5,00 F (4F + frais d'envoi) à verser à : U.D.B. - B.P. 304 - 29273 BREST CEDEX C.C.P. Rennes 2.365.78

SPECIALISTE DU BORD DE MER

- Débroussaillage
- Nivellement
- Terrassement

— Pelouses
— Plantations
— Murets - Dallages

PARCS et JARDINS
Y. CARADEC
PLOUGUVELIN
89.30.13

EXPOSITION NOCTURNE tous les week-ends
Parc - Rocaille - Bessins - Cascades illuminés

D'AUTRES LE DISENT... BEST

N° 62 de septembre 1973



Le festival de Kerléo à Moulon-sur-Mer.

Il est encore délocalisé et y prenant, mais des propos de M. Boulhan, président des syndicats d'initiative de Bretagne. Le camping est devenu une résidence secondaire pour beaucoup de citadins de la région (Rennes, Nantes, Lorient...) qui installent leurs tentes ou caravanes aux meilleurs emplacements, les pieds dans l'eau. Et cela pour seulement 300 F par nuit environ sur un terrain homologué à deux étoiles.

TI-SHIRTS
5 modèles - Harmine + BREIZH
TRESKELL
20 F.
82H
RENNES-BRETAGNE
ROAZHON BREIZH
DIFFUSION BRETAGNE
110, rue St-Malo - 35000 RENNES
Tél. 30-1734

MÉCANIQUE - TOLÉRIE PEINTURE
Garage LE Velly Frères
11, Rue Lakanal
29200 BREST

chambrière habituelle / 351 - j. jaurès, brest / 1.441.454 / c.c.p. 2009-12 rennes

colin

Lettre d'Occitanie

En Occitanie aussi apparaît une « nouvelle chanson » qui, comme en Bretagne, cherche pour les grandes raisons de départ un nouveau terrain de classe et une nouvelle manière de parler : tout le monde n'est pas d'accord !

Chers Camarades,
Face aux tentatives d'implantation du « Show Breton » international, nous avons formé par ailleurs de récupération de la chanson Bretonne (Philippe) ou de la culture d'Occitanie les chanteurs bretons de V. Assolant (Philippe, Pierre-Marcel etc.) nous avons décidé de prendre position sur un certain nombre de points (...)

« Nous n'avons pas à juger tel de la valeur de tel ou tel chanteur d'expression occitanienne, ni à participer à une idéologie systématique de personnes qui ne travaillent pas dans les mêmes conditions que nous, c'est-à-dire d'une manière militante.

Par contre, lorsque nos personnes ont

espèrent d'être dans des maisons de diffusion parisiennes appartenant au « show breton » international nous devons nous préoccuper de leur but véritable et profiter de ce public que la chanson militante occitanienne a su donner et à continuer à conquérir pour imposer nos recherches. Les tentatives de débouchage au profit de tel ou tel trait sont nos vœux, mais une fois que les autres d'être l'objet et que nous avons repoussés, sont le signe d'une volonté déviante de main-morte. Les chanteurs occitanes sous-jacques refusent de cautionner les velléités d'expression occitanienne que les traits français ont tenté ou tentent. Nous n'avons pas travaillé six ans pour en arriver là (...)

Signé : Patric, Marti, Mère de Breilh, Bertrame, Nicolas, Dismas, Longane, Les Camilliers, Roposta Yves, Marie Rouyer, Francis, Mauric, Toni Rudri-gone, Miquela Brantane.

SAV QUI PEUT...

Mars 1973, l'abbé Pierre Cadalen, de la Blanche Herminie, se présente aux élections législatives sous l'étiquette S.A.V. et bénéficie d'un des mandats les plus importants de son époque.

Septembre 1973, l'abbé Cadalen retourne son frot.

Candidat aux cantonales, il prend soin de faire savoir par voie de presse qu'il refuse l'investiture de son parti.

Dans le Liban, on se perd en hypothèses sur les raisons profondes d'un tel revirement idéologique.

Provoquez-vous à une timide explication ?

Le mandat d'abbé de SAV, revêtu chaque jour d'un galop plus rapide, le confinement devient plus difficile à entretenir.

D'un tel revirement des finances : d'où la retraite prodigieuse de certains.

D'où aussi le proverbe celtique bien connu : en mars, SAV qui veut, en septembre, SAV qui peut !...

J.G.

Mises au point

Nous avons reçu les deux demandes de rectification ci-dessous que nous publions bien volontiers.

A propos de notre article sur le politique culturel à Morlaix (Peuple Breton n° 118), M. Claude Millier nous demande de préciser que (...)

« Il n'y a rien qui a dit « le ton » à l'annonce des élections municipales n'est pas à 4.3.5. etc., elle était conduite par le P.U.J. (tout simplement).

« Ouverture aux représentants officiels des syndicats agricoles n'est pas un fait nouveau. Il faut le mettre à l'actif de l'ancien président (M. Léopold) même si je ne suis pas de lui !

« La nouvelle municipalité n'a pas doté l'O.A.C. d'une direction salariée. Nous avons donné à l'office une subvention nouvelle importante (48.000) destinée au recrutement d'un animateur à temps complet. N'importe, nous avons imposé.

« Jamais le camarade Prat n'a pu annoncer que la subvention municipale 1972 de 15.000 F, n'était qu'une avance (troussée) de la commune qui pour le moment a dû confondre une avance totale de 15.000 F (10.000 + 5.000 de 1972) et la subvention elle-même, partant acquiescé (...)

A propos des affaires bretonnes nous confondons le P.U.J. et le P.U.J. et nous avons les 15.000 F versés à l'O.A.C. représentatifs d'une avance de la ville sur le subventionnement et ce depuis dix ans.

« La direction du bureau de l'O.A.C. devait être confiée à la commune. Il n'y a rien de la direction et à la commune l'O.A.C. d'ailleurs. Le changement de nature de la subvention était annoncé officiellement d'ailleurs, nous sommes par les services administratifs de la Ville.

A propos de notre article sur la droite bretonne (Peuple Breton, n° 118), M. Quatrebœuf, directeur de la Bretagne Bretonne, nous écrit :

« Je suis ravi de voir que le P.U.J. du Peuple Breton a dans un article intitulé « La droite bretonne, ce n'est pas le P.U.J. » fait un effort de l'équilibre amical et le fait de M. Quatrebœuf, M. Quatrebœuf, je suis dans l'obligation pour ne pas laisser accéder après de vos lettres cette affirmation d'insécurité de préciser que je n'ai jamais appartenu à un parti sans de Bretagne ni d'ailleurs, pas plus qu'à quelque mouvement « collaborateur » qui se soit, ni même à des organismes modernes que vous qualifiez de « nos fleur du néo-nazisme des années 60 » ou autres (...)

« Nous sommes d'autant plus volontiers prêts à M. Quatrebœuf qu'il n'a pas « accablé » à une organisation, mais que nous ne l'avons jamais écrit ! Pour nous faire une opinion politique, nous avons simplement relevé dans son journal quelques opinions de ses amis ou de lui-même. Ainsi dans le n° 287 (déc. 1968) il publie ce point de vue de R. Floc'h :

« Nos efforts doivent monter qu'il y a autre chose en Bretagne que des chrétiens ennemis de la Race, des marxistes abrutis et déshonorés, en bref des esclaves de tout poil. Il n'existe plus pour cela que notre bien modeste « chaine » B.R., Kati, M., A.N., (...) »

« Ou encore, dans le n° 288 (janvier 1970), l'écho de l'hebdomadaire M. Quatrebœuf lui-même — s'en prend à l'église marxiste et se dit :

« Il n'est plus possible de faire croire aux 4 millions de juifs et aux 4 millions à gaz », alors que P. Rastier a simplement démontré qu'il s'agissait d'une famille.

« Les anciens députés apprécieront...

(1) Il s'agit des 4 bulletins polygraphiques de M. Quatrebœuf.

LA BIBLIOTHEQUE DU PEUPLE BRETON



« La Nouvelle Chanson Bretonne » de Jacques Vassal, publié récemment chez Alan Michal dans la collection Rock-Folk, est un livre qui présente de grandes qualités. Sa couverture attrayante, reproduction d'un tableau de Carlone Le Gouarnig sa typographie agréable sa mise en page raffinée, son excellent et abondante illustration photographique, son prix raisonnable (19 frs) sa lecture facile, la richesse des informations qu'il apporte sont un volume réduit, sont déjà des éléments importants de réussite qui doivent lui assurer une large diffusion, compte tenu du sujet traité, qui suscite de plus en plus de curiosité et d'intérêt, chez les jeunes en particulier.

Ce que nous retiendrons plus spécialement, nous Bretons, c'est que l'auteur, un parisien, journaliste à la revue « Rock and Folk » ne s'est pas contenté d'apprécier un quelconque ouvrage breton, mais qu'il a été véritablement « emballé » par son sujet. Le ton constamment chaleureux qu'il emploie montre qu'il n'est pas passionné pour la cause bretonne. « La Nouvelle Chanson Bretonne » n'a pas seulement été écrit par un Breton, mais par un Breton qui a été véritablement intéressé et agréablement surpris par la culture de l'auteur pour les artistes dont il parle ne se dément pas. Au cours d'un entretien avec Gilles Servat, ce dernier indique son appartenance à l'I.U.D.B. « seul parti breton sérieux », à son avis, encore qu'il ne soit pas toujours d'accord avec elle, mais dont les analyses « sérieuses » l'aident à ancrer ses chansons dans la réalité.

Un chapitre bien étoilé sur Alan Stivell permet à l'auteur de faire le point sur ce qu'il appelle le « progressisme folk » breton. Il plaide vigouzeusement en faveur de la sincérité du musicien et balaise sans hésiter les reproches de récupération commerciale qui lui sont faits maintenant. Ce lui fut l'occasion de fournir quelques précisions sur les problèmes auxquels sont confrontés les artistes qui deviennent célèbres. (Rester qu'un artiste touche 1.30 fr à 1.50 fr sur un 33 vendu 28.00 fr ou 31.70 fr, le reste allant au producteur ou à l'état).

Suivent les artistes moins connus, parmi lesquels l'admirable Marjolou dont un second 33 vient heureusement de paraître, après plusieurs années de silence, ainsi que les ensembles qui s'imposent peu à peu comme les remarquables Diabolo ar Menec. Les Tri Yato un Néoroc sont proprement exotiques, « seul j'aurais aimé le livre, en ce qui concerne les artistes actuels », pour cause d'utilisation abusive du terme de Breton. Regrettons toutefois cette phrase de l'auteur : « le fait de les avoir lancés en tant que Bretons représente une véritable imposture ! L'essentiel de leur répertoire est de provenance gallo et d'influence française ». Nous pensons en effet que les Gallois de Haute Bretagne d'expression française depuis des siècles, sont bien des Bretons à part entière. Chastelland et Lannenn sont aussi typiquement celtiques que les Bretons. La culture bretonne peut s'exprimer en français, encore faut-il qu'elle soit chargée de spécifiquement breton.

L'auteur n'a pas oublié de parler du problème important que la diffusion des œuvres bretonnes. Les données concernant la Maison « Kalenn » sont exposées avec mesure et objectivité. La conclusion : « Colonisés de tous les pays » vient à nouveau confirmer si besoin était, que Jacques Vassal a parfaitement saisi les causes et la nature de notre combat. Le livre se termine par un choix de textes de chansons, une bibliographie donnant la liste des principaux ouvrages sur la question bretonne, et un discographie dont l'ampleur pour un mouvement qui n'en est qu'à ses débuts, est tout à fait remarquable.

La lecture de ce livre nous inspire finalement deux types de réflexion :

- Le mouvement culturel breton actuel est le signe irréfutable de la volonté du peuple breton de se décoloniser, mais outre qu'il en est le signe, il en sera aussi le facteur essentiel. Le mouvement qui n'en est qu'à ses débuts, est tout à fait remarquable.- La lecture de ce livre nous inspire finalement deux types de réflexion :

- Le mouvement culturel breton actuel est le signe irréfutable de la volonté du peuple breton de se décoloniser, mais outre qu'il en est le signe, il en sera aussi le facteur essentiel. Le mouvement qui n'en est qu'à ses débuts, est tout à fait remarquable.

« LE LIVRE ET LA BRETAGNE » Une exposition qui ouvre les yeux

Une exposition parcourt en ce moment le Morbihan, consacrée au livre et à la Bretagne, et à leur influence réciproque l'un sur l'autre.

Initiative intéressante en même temps qu'une exposition complète qui permet d'être les livres d'une grande ville, ce livre plus qu'un autre s'agit dans d'autres plus riches. C'est ainsi qu'elle avait lieu en même temps à Lorient et à Quiberon.

S'il fallait résumer le thème de cette exposition — la première du genre — on pourrait dire que la Bretagne nous tous ses aspects s'y reflète dans la chose écrite « c'est ainsi qu'on peut y trouver aussi bien des panaches consacrés à l'histoire de la province » (sic) que d'autres consacrés au tourisme, à la presse, au livre et à l'éducation ainsi qu'à nos littérateurs de langue française et de langue bretonne.

Une des vitrines de l'exposition



Tous ne sont pas évidemment des nouvelles. Regardons par exemple que le panneau presse soit présenté de façon maladroite et ne donne pas ainsi une idée exacte de la presse bretonne actuelle, beaucoup plus abondante et vivante pourtant que celle des autres « provinces ».

D'autres panneaux par contre sont des réussites. Signons au hasard : « La Bretagne terre d'art et de découverte », « Le livre et l'enfant » et surtout celui consacré à la littérature de langue bretonne, comportant les portraits des écrivains — les différents styles multilingues — les reproductions de couvertures et des extraits de leurs œuvres. Les éditions « Al Liamm » et « Englo Breiz » ont particulièrement bien travaillé sur ce point.

Les références données du public révèlent bien l'ampleur de leur découverte. Cette exposition est l'œuvre de nombreuses organisations et sociétés diverses qui se sont associées à cette initiative.

Section de Rouen

L'homme au monocle

BEST SELLER du SALON

13 colons

DISTRIBUTEUR EXCLUSIF pour toute la Bretagne

DISCOUNT

SÉLECTION le seul... le vrai...

241, rue Jean-Jaurès — BREST

Votre disquaire à BREST :

CLASSIQUE
VARIÉTÉS
POP
JAZZ
FOLK

disco

39, rue Jean-Jaurès — BREST
DISQUES BRETONS ET CELTIQUES

Nous ne sommes pas riches... quelques nos vœux... la décolonisation de notre pays.

ABONNEZ-VOUS !

NI Progressistes de Bretagne

Abonnement 10 F. à envoyer à : I.Y. Simen, Kely, 50 - Le Faouët - C.C.P. 3742-71 Nantes

Mentionner pourtant les Archives Départementales du Morbihan qui ont fourni une documentation abondante, et sans que rien n'aurait été possible, et l'Association « Education et vie sociale du Morbihan » qui a déjà à son actif deux autres expositions de valeur dans le village rénové de St-Degan en Breizh.

Stm Kideo.

Peuples opprimés

MOZAMBIQUE

Après l'assassinat d'Amílcar Cebal, le colonialisme portugais vient à nouveau de faire parler de lui à la suite des révolutions faites par des missionnaires ainsi que des photos publiées sur les massacres commis par les troupes coloniales de Lisbonne en Mozambique.

Bien qu'il s'agisse d'un petit pays sans beaucoup de ressources, le Portugal maintient sa domination sur plus de 11 millions d'Africains (Mozambique, Angola, Guinée...) et ce avec l'appui de l'OTAN.

Ces faits et ces documents ne sont pas sans rappeler les épiphones menées des guerres d'Indochine ou de la Révolution Algérienne. Or qu'il soit, sous quelque drapeau qu'il se cache, l'impérialisme conduit toujours aux mêmes atrocités.

SARDAIGNE

Le peuple sarde n'a pas eu un bon sort. L'émigration décline ce peuple.

La presse occidentale, même spécialisée, se penche sur le problème de Djibouti et de son territoire. Il n'est fait allusion au sort du Front de Libération de la Côte des Somalis qu'en termes rassurants pour les intérêts du colonialisme français en place et pour ceux de l'impérialisme international. Ainsi à l'indépendance somalienne et le Front de Libération de la Côte des Somalis sont dépourvus de moyens d'action (Le Monde, 27 août 1973).

Ailleurs, c'est à peine qu'à Mozambique (capitale de la République de Somalie), dans les rangs classés du Front de Libération de la Côte des Somalis que militent ceux qui veulent que leur pays devienne indépendant (Revue d'études politiques africaines, Février 1973). Seuls restent le silence fait autour du Front, quelques journaux progressistes, dont le quotidien belge « Le Soir » fut alors savoir au monde de quelle puissance et de quelle idéologie font preuve ceux pour qui la seule issue de cette provocation permanente qui est la présence du colonialisme français sur le territoire de Djibouti est la lutte armée.

EUZKADI

Non contents d'infliger une amende de 32 000 F à nos amis basques d'ENKATA, la justice française voudrait maintenant les empêcher de réunir les fonds nécessaires. Voici donc la parade (extraordinaire) du 13-9-73).

3 200 000 anciens français d'AMÉNÈDES.
La loi (française) nous interdit

de faire une souscription pour payer nos amendes.
Aussi l'argent que vous continueriez à nous envoyer (ENKATA, C.C.P. 188 246 B) servira à nous payer (au poste de Marcellin...)

QUE VEUT LE FRONT DE LIBÉRATION DE LA CÔTE "FRANÇAISE" DES SOMALIS ?



De plus, la lutte armée directe n'est qu'un des volets de la révolution qui doit mener l'Afrique l'entraînant par la voie d'une révolution sociale, structurée d'abord par le parallélisme menée à bien. La Guinée Bissau devient pour nous un exemple historique.

En ce qui concerne notre pays, la récente décision de transférer des troupes françaises de Madagascar à Djibouti (en passant par la Réunion et — peut-être — par les Comores), ne fait que confirmer la stratégie impérialiste française et mondiale d'encerclement de tous les mouvements populaires authentiquement africains. Dans nos régions, l'Éthiopie, régime féodal-fasciste sert aussi de relais stratégique à la politique de recolonisation de l'Afrique. L'Éthiopie féodale, qui colonise d'ailleurs toujours une partie de notre territoire, ne survit que par les puissances impérialistes. Cela n'empêche pas ce régime d'orchestrer dans la démangeaison « révolutionnaire », avec un usage effréné de slogans anti-impérialistes, préant la libération de l'Afrique. En fait, cela ne sert qu'à masquer la tragique situation du peuple éthiopien lui-même, opprimé et trahi à l'ensemble par une même fraction féodal-bourgeoise aux pouvoirs.

D'un autre côté, et vis à vis de notre peuple, le pouvoir colonial français utilise cette vieille arme de la division triviale, dans le changement de nom de notre pays en « territoire des Afars et des Issas » n'est qu'un petit exemple de ce pouvoir, la nature de l'exploitation infligée à nos peuples est parfaitement connue.

Il ne suffit plus de proclamer une solidarité verbale avec l'Afrique en lutte. L'étape historique actuelle nécessite une solidarité d'action, une réelle mise en marche de toutes les forces progressistes contre l'impérialisme international.

Mais le peuple somali n'est pas dupé. Il a démontré lors de massives manifestations contre la visite de De Gaulle en 1966 et, plus récemment lors de la spectaculaire visite de Pompidou.

L'action préface de notre Front est venue difficile. Djibouti est le seul ville, et elle est « protégée » par les barrières coloniales.

Dès 1966 comme le le disait, notre peuple manifestait ouvertement son désir d'indépendance. L'ampleur de ces manifestations a effrayé le régime colonial français et contraint le général De Gaulle lui-même à déclarer « si le peuple Somali veut l'indépendance, nous la lui donnerons ».

Or, depuis cette date historique de 1966, les déportations des éprouvés, les emprisonnements ne font que s'accroître. Des camps de concentration sont créés aux frontières, les effectifs sont systématiquement truqués.

Nous ne devons pas oublier que Djibouti est le seul débouché de l'Éthiopie sur la mer. Tout le commerce d'import-export de l'Éthiopie passe par Djibouti. Et l'impérialisme, lui, est vigilant. Nous ne pouvons même pas aller acheter du matériel à l'étranger. Nous ne pouvons même pas aller acheter du matériel à l'étranger. Nous ne pouvons même pas aller acheter du matériel à l'étranger.

remplir. Mais le peuple somali n'est pas dupé. Il a démontré lors de massives manifestations contre la visite de De Gaulle en 1966 et, plus récemment lors de la spectaculaire visite de Pompidou.

L'action préface de notre Front est venue difficile. Djibouti est le seul ville, et elle est « protégée » par les barrières coloniales.

Dès 1966 comme le le disait, notre peuple manifestait ouvertement son désir d'indépendance. L'ampleur de ces manifestations a effrayé le régime colonial français et contraint le général De Gaulle lui-même à déclarer « si le peuple Somali veut l'indépendance, nous la lui donnerons ».

Or, depuis cette date historique de 1966, les déportations des éprouvés, les emprisonnements ne font que s'accroître. Des camps de concentration sont créés aux frontières, les effectifs sont systématiquement truqués.

Nous ne devons pas oublier que Djibouti est le seul débouché de l'Éthiopie sur la mer. Tout le commerce d'import-export de l'Éthiopie passe par Djibouti. Et l'impérialisme, lui, est vigilant. Nous ne pouvons même pas aller acheter du matériel à l'étranger. Nous ne pouvons même pas aller acheter du matériel à l'étranger.

Il ne suffit plus de proclamer une solidarité verbale avec l'Afrique en lutte. L'étape historique actuelle nécessite une solidarité d'action, une réelle mise en marche de toutes les forces progressistes contre l'impérialisme international.

Mais le peuple somali n'est pas dupé. Il a démontré lors de massives manifestations contre la visite de De Gaulle en 1966 et, plus récemment lors de la spectaculaire visite de Pompidou.

L'action préface de notre Front est venue difficile. Djibouti est le seul ville, et elle est « protégée » par les barrières coloniales.



COURRIER DES LECTEURS

LA REALITE BRETONNE...
Ma voix vraiment de retour après neuf mois d'exil. Je suis de retour, je suis de retour, je suis de retour. Je suis de retour, je suis de retour, je suis de retour. Je suis de retour, je suis de retour, je suis de retour.

« ANCIENS » ET « MODERNES »...
J'ai apprécié votre article sur le thème de la musique bretonne, dans lequel on se rend compte que la musique bretonne n'est pas un simple folklore, mais une véritable culture.

« ANCIENS » ET « MODERNES »...
J'ai apprécié votre article sur le thème de la musique bretonne, dans lequel on se rend compte que la musique bretonne n'est pas un simple folklore, mais une véritable culture.

« ANCIENS » ET « MODERNES »...
J'ai apprécié votre article sur le thème de la musique bretonne, dans lequel on se rend compte que la musique bretonne n'est pas un simple folklore, mais une véritable culture.

L'USINE A BOIS...

J'ai lu avec intérêt l'article sur le boisement dans le « Peuple Breton » et de vous dire que ce genre d'article sur le boisement démontre en Bretagne un véritable intérêt pour notre pays, ce que nous sommes fiers de voir.

C'est à la fois un plaisir et un devoir de vous dire que ce genre d'article sur le boisement démontre en Bretagne un véritable intérêt pour notre pays, ce que nous sommes fiers de voir.

Il ne faut pas oublier que le boisement est une véritable richesse pour notre pays, ce que nous sommes fiers de voir.

Il ne faut pas oublier que le boisement est une véritable richesse pour notre pays, ce que nous sommes fiers de voir.

Il ne faut pas oublier que le boisement est une véritable richesse pour notre pays, ce que nous sommes fiers de voir.

Il ne faut pas oublier que le boisement est une véritable richesse pour notre pays, ce que nous sommes fiers de voir.

Il ne faut pas oublier que le boisement est une véritable richesse pour notre pays, ce que nous sommes fiers de voir.

Il ne faut pas oublier que le boisement est une véritable richesse pour notre pays, ce que nous sommes fiers de voir.

Il ne faut pas oublier que le boisement est une véritable richesse pour notre pays, ce que nous sommes fiers de voir.

Il ne faut pas oublier que le boisement est une véritable richesse pour notre pays, ce que nous sommes fiers de voir.

Il ne faut pas oublier que le boisement est une véritable richesse pour notre pays, ce que nous sommes fiers de voir.

Il ne faut pas oublier que le boisement est une véritable richesse pour notre pays, ce que nous sommes fiers de voir.

Il ne faut pas oublier que le boisement est une véritable richesse pour notre pays, ce que nous sommes fiers de voir.

Il ne faut pas oublier que le boisement est une véritable richesse pour notre pays, ce que nous sommes fiers de voir.

Il ne faut pas oublier que le boisement est une véritable richesse pour notre pays, ce que nous sommes fiers de voir.

Il ne faut pas oublier que le boisement est une véritable richesse pour notre pays, ce que nous sommes fiers de voir.

Il ne faut pas oublier que le boisement est une véritable richesse pour notre pays, ce que nous sommes fiers de voir.

Il ne faut pas oublier que le boisement est une véritable richesse pour notre pays, ce que nous sommes fiers de voir.

Il ne faut pas oublier que le boisement est une véritable richesse pour notre pays, ce que nous sommes fiers de voir.

Il ne faut pas oublier que le boisement est une véritable richesse pour notre pays, ce que nous sommes fiers de voir.

Il ne faut pas oublier que le boisement est une véritable richesse pour notre pays, ce que nous sommes fiers de voir.

Il ne faut pas oublier que le boisement est une véritable richesse pour notre pays, ce que nous sommes fiers de voir.

Il ne faut pas oublier que le boisement est une véritable richesse pour notre pays, ce que nous sommes fiers de voir.

LE PEUPLE BRETON

JOURNAL DE L'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE

LE PROBLÈME BRETON
DE BREST A NANTES



Chronique rédigée avec la collaboration ce mois-ci des sections U.D.B. de Brest-Centre, Concarneau, Lorient, Nantes, Brest-Recouvrance et Rennes.

COTES - DU - NORD

PLERIN :

REPRESSION ANTISYNDICALE

AU PREVENTORIUM SAINT-LAURENT

La direction de cet établissement n'apprécie guère que ses employés puissent se syndiquer et revendiquer. Une section C.F.D.T. avait cependant réussi à s'implanter et elle révéla plusieurs faits inadmissibles. La déléguée du personnel et plusieurs employés étaient astreints à des horaires inimaginables : travail sans repos pendant 9 jours, dont 5 nuits de garde, suivies d'une journée normale de travail ! La déléguée C.F.D.T. exigeant le respect de la législation du travail a refusé d'effectuer une nuit de garde supplémentaire. Elle a été licenciée ! La C.F.D.T. a porté plainte.

MOR - BIHAN

LORIENT-PONTIVY-VANNES

MANIFESTATIONS DES PRODUCTEURS DE LAIT ET DE VIANDE

Le 17 septembre dernier, la F.D.S.E.A. et le C.D.J.A. ont organisé des manifestations dans le département. Elles n'ont pas connu un très grand succès au niveau des effectifs présents... mais c'est un premier pas dans la relance de l'action. Les syndicalistes ont promis de « mettre le paquet » la prochaine fois s'ils n'obtenaient pas des mesures efficaces pour lutter contre la baisse des prix de la viande au producteur (alors que le consommateur paie de plus en plus cher chez le boucher, malgré la suppression de la T.V.A. !).

Les producteurs ont dénoncé « l'incohérence de la politique agricole du gouvernement qui est pleine de contradictions et de promesses non tenues ».

BRETAGNE MOYENNE :

LES CHEMINOTS PROTESTENT

Les cheminots C.G.T. de Bretagne moyenne ont récemment dénoncé :

- l'insuffisance des rémunérations,
- le déclin de leur pouvoir d'achat,
- l'insuffisance des effectifs au travail,
- le démantèlement du réseau ferroviaire,

LOIRE - ATLANTIQUE

DES USINES DU DEPARTEMENT MENACEES

Les licenciements succèdent aux licenciements. Nous avons fait cas dans le dernier numéro de notre journal de la Compagnie Française d'Electricité. C'est 53 personnes qui sont privées d'emploi ! Dans les magasins Decré, la bataille continue pour réduire les effets de ce mauvais coup perpétré pendant les congés.

Pendant ce temps des menaces planent sur de grosses entreprises :

- Aussi bien à Nantes qu'à Saint-Nazaire, la S.N.I.A. (Aérospatiale) fait l'objet des inquiétudes syndicales en raison de son plan de charge plutôt fragile.
- Babcock-Montage annonce « la nécessité d'ajuster les effectifs », 130 travailleurs seront touchés par les prévisions.
- La fabrication de pompes Guinard de l'atelier de Nantes-Batignolles doit être cédée au trust américain Worthington. Que deviendra le personnel ?

ILLE - ET - VILAINE

SAINT-MALO :

EXPLOITATION DU PERSONNEL FEMININ

Depuis le 11 septembre, plus de 200 travailleurs de l'entreprise Frankel à Saint-Malo sont en grève pour faire aboutir leurs revendications qui portent sur une augmentation sensible des salaires, sur l'attribution d'une prime, d'un treizième mois, sur une amélioration du système de classification.

Ce conflit est très caractéristique du sous-développement du Pays malouin. La grande majorité des O.S. de l'usine sont des femmes : pour ces 168 O.S. les salaires tournent autour de 900 F. Les propositions de la direction ne font pour le moment que correspondre à l'augmentation moyenne du S.M.I.C. Face à l'augmentation du coût de la vie, ces propositions sont dérisoires.

RENNES :

DIFFICULTES DE LA RENTREE SCOLAIRE

Au C.E.S. des Hautes-Courmes, « nationalisé » depuis cette année, les parents d'élèves et les syndicats d'enseignants ont protesté contre le manque d'enseignants (les cours d'éducation physique, de dessin et de travaux manuels ne peuvent être assurés) et le manque de personnel de service (15 personnes). Une délégation, soutenue par plus de 150 parents, a été reçue par le Recteur d'Académie.

Au groupe scolaire des Hautes-Châlais, on note des classes de 49 et 53 élèves en primaire, de 77 et 85 élèves en maternelle ! 4 maîtres manquent ! Une grève scolaire a été déclenchée.

Pour des raisons identiques (surcharge des effectifs : 2 institutrices pour 83 élèves en C.E.1), une grève scolaire a également eu lieu à Châtillon-sur-Seiche.

FINISTERE

SAINT-RENNAN :

GRAVE CRISE DANS L'EXTRACTION DE L'ETAIN

Au début de juillet, la direction de la COMIREN de Saint-Renan, informait le comité d'entreprise de sa décision de licencier 35 ouvriers !

Ces licenciements intervenaient sur les chantiers de la Chenaie (Loire-Atlantique), de Bourg-Blanc et de Saint-Renan (Finistère).

Au cours du mois de septembre, c'est à nouveau 25 salariés qui étaient avisés de la suppression de leur poste de travail...

Plus grave encore : la direction annonce que la Compagnie aura cessé toute activité dans moins d'un an ! C'est donc 135 salariés qui perdront leur emploi dans les mois à venir et un atout économique de plus qui sera perdu pour la Bretagne.

Ces mises à pied interviennent alors que l'horaire moyen de travail dans l'entreprise était de 48 heures par semaine. Il y a de quoi s'indigner devant de telles pratiques !

QUIMPERLE :

DES CHIFFRES REVELATEURS !

La situation de l'emploi à Quimperlé est toujours aussi dramatique. Un fait significatif : pour 2 postes d'employé municipal (service des écoles), il y a eu 56 candidats ! Pour deux postes de manoeuvre à la ville, ce sont 20 candidats qui se sont présentés !

iroise-décor

TISSUS TENDUS

20, rue Inkermann - BREST

Composition mécanique - Lorient

Imprimerie Ouest-Offset - Brest

Publication inscrite à la C.P.P.A.P. N 41387

Tirage : 6500 ex - Dépôt légal : 4^e trimestre

Directeur de la publication : R. Leprohon